

BSGR

BSG Resources Limited

Guernsey, le 14 Mars 2011

A

**Son Excellence Monsieur le Président
de la République de Guinée
CONAKRY**

Objet : Présentation de la Coentreprise BSGR/ Vale SA, Projets miniers ZOGOTA et les blocs 1 & 2 de SIMMANDOU.

Votre Excellence,

Nous avons l'honneur de venir par la présente note, vous parler brièvement du projet minier que nous opérons à ZOGOTA, Sous-préfecture de NZEREKORE dans le cadre d'une convention minière régulièrement et **légalement** conclue lors d'un comité interministériel les 16 et 21 Décembre 2009 entre la République de Guinée et notre Société, toutes deux ayant la capacité contractuelle, pour l'exploitation de minerai de Fer que BSGR a découvert dans cette localité lointaine et isolée ; découverte qui a nécessité une mobilisation de fonds substantiels et qui va entraîner des changements drastiques sur le plan socio-économique, la prospérité des infrastructures etc....

Aux termes de la description de ce projet dans la convention suscitée, celui-ci s'opère en deux phases dont la première s'exécute entièrement à ZOGOTA et la seconde, sur les blocs 1 et 2 du Simandou, dans la région de KEROUANE. Le minerai sera évacué par le Libéria, comme indiqué dans la convention et, dans le cadre de l'Accord de Transit conclu le 14 Juillet 1973 entre la République de Guinée et la République du Libéria, et dont le Protocole d'application a été signé le 22 Janvier 1983 entre la République Populaire Révolutionnaire de Guinée et la République du Libéria. Les termes de ces différents actes de coopération économique entre les deux Etats furent actualisés le 26 Octobre 1989 lors d'une réunion du Comité Interministériel Guinée –

BSGR

BSG Resources Limited

Libéria tenu à Monrovia, et lors des réunions des deux Gouvernements les 1^{er} et 5 Décembre 1989 à Paris et Washington.

En contrepartie de cet avantage offert par l'Autorité politique et suite à un appel à concurrence entre les entreprises minières pouvant accepter d'aider le Gouvernement à dynamiser rapidement l'économie du pays en cette période ce, à travers des initiatives susceptibles d'impacter la vie économique nationale surtout dans les préfectures ; notre société s'est engagée à reconstruire le Chemin de Fer Conakry-Kankan dès la première phase et prolonger le trajet à Kérouané pendant la deuxième phase du projet ceci, pour réaliser le Transguinéen utile que souhaitent les Guinéens afin de voir désenclaver le pays profond tout en y créant les grands centres économiques comme en haute Guinée à Kankan par la création d'un port sec dans cette ville pour doper le transit malien en Guinée.

La souscription de tels engagements par notre Société avec la solidarité de BSGR des îles Guernesey, nous obligeait à initier des contacts afin de mobiliser des capitaux à investir pour le respect de nos obligations contractuelles qui sont stipulées dans la convention de base sus indiquée.

Après avoir signé une convention de base avec le Gouvernement de la Guinée en Décembre 2009, BSGR a entamé des négociations avec différentes entités telles que LIA (la **Libyan investment Authority**), CHINALCO et BAOSTEEL, et c'est finalement avec la Compagnie brésilienne VALE SA que nous avons trouvé un terrain d'entente pour l'établissement d'une coentreprise permettant de respecter les engagements pris dans la convention de base sur les deux phases du projet telles que décrites à l'article 10. Cette entente a fait de notre société BSGR -GUINEA SARL une filiale commune aux deux (2) sociétés qui agissent dans le cadre d'une coopération économique internationale comme cela est des pratiques du milieu des affaires dans le monde entier, du fait des entreprises multinationales. D'où l'adoption d'une nouvelle dénomination commerciale **VALE-BSGR GUINEA SARL (VBG)**.

Permettez- nous, Monsieur le Président, de rappeler que BSGR aurait pu, à l'instar de n'importe quelle autre entreprise, lever des capitaux en bourse ou s'allier à l'une des sociétés susmentionnées pour développer ce projet de plusieurs milliards de dollars. Mais nous avons préféré nous tourner vers VALE, la plus compétente et appropriée des entreprises pour mener à bien le projet, une collaboration nous permettant de prévoir la première production pour la fin 2012, ce qui constituera la première exportation de produits de minerai de fer de la République de Guinée.

BSGR

BSG Resources Limited

Ce joint-venture encore appelé coentreprise a été mis en œuvre par cession le 30 Avril 2010, de 51% de parts d'intérêts de BSGR- LTD de Guernesey à VALE INTERNATIONAL pour la somme de 2.500.000.000 USD, intégralement affectée à la réalisation du projet ZOGOTA et des blocs 1 et 2 de Simandou dont le coût est de 2.542.000.000 USD, ce qui constitue également le montant du capital de notre société par valorisation des actifs implantés en Guinée, s'agissant d'une SARL. BSGR n'a en réalité reçu que 500 millions de dollars qui constituent sa contrepartie directe dans le capital investissement, et se verra en outre octroyer un prêt par Vale pour un intérêt de 16% en raison des risques encourus par l'investissement dans le pays. BSGR a également investi 150, 000,000 de dollars sur Zogota et les blocs 1 & 2 du Simandou durant la période la plus difficile et malgré tous les risques encourus. Ces preuves sont suffisamment irréfutables parce que juridiquement fondées, pour montrer que notre société est victime de machinations orchestrées par des gens qui ne souhaitent pas voir réaliser un projet minier dans ce pays avant l'année 2021.

L'engagement de VALE INTERNATIONAL à nos côtés dans un joint-venture, est strictement déterminé par les termes de l'article 10 de la convention de base au regard des perspectives des engagements souscrits pour la deuxième phase, lesquels décrivent les réalisations de cette phase qui ne spéculent absolument pas sur un quelconque titre minier de recherche détenu sur les blocs 1 et 2. Cela peut être vérifié dans la convention de base, en guse de preuve.

Nonobstant, notre société s'est conformée aux dispositions de l'article 62 alinéas 4 du code minier qui requiert l'approbation préalable du Gouvernement Guinéen pour toute transaction partielle ou totale des droits et obligations résultant d'un titre minier de quelque nature que ce soit.

Ayant obtenu cette coentreprise avec VALE INTERNATIONAL, nous avons alors confié à cette société qui a la maîtrise d'ouvrage des chemins de fer, le soin de réaliser le chemin de fer Conakry- Kankan avec prolongement à Kérouané pour exécuter nos obligations à l'égard du Gouvernement Guinéen au titre de la reconstruction de cette ligne dont nous avons la charge de financement.

BSGR

BSG Resources Limited

En définitive, nous vous saurions gré de bien vouloir noter que notre ferme volonté est de voir réussir ce projet dans votre pays afin qu'il retrouve enfin sous cette nouvelle ère qui commence avec votre mandat, le bien-être auquel il aspire depuis plusieurs décennies.

Nous vous prions de nous croire et d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

ASHER AVIDAN



Président du Groupe BSGR

Cc /Ministre des mines et de la géologie

Ministre D'Etat des transports et des travaux publics

M le premier ministre

M le ministre des mines

M le ministre d'état transport



BSG Resources Limited

Guernsey, 14 March 2011

FAO

His Excellency Mr President of the Republic of Guinea
Conakry

Subject: Presentation of the BSGR/Vale SA joint venture, Zogota mining projects and Blocks 1 & 2 in SiMAMDOU.

Your Excellency,

We are delighted to write to you so as to briefly explain the mining project we are coordinating in Zogota, in the sub-prefecture of Nzerekore, in the framework of a mining convention, regularly and legally concluded during an interministerial committee meeting held on 16 and 21 December 2009 between the Republic of Guinea and our Company, both having the contractual capacity to extract iron ore which BSGR uncovered in this distant and remote area; a discovery which required significant investment and which will lead to some significant changes in the socio-economic situation, infrastructure, etc. of the country.

In the framework of this project in the aforementioned convention, two phases shall be undertaken, of which the first shall be led entirely in Zogota and the second, on blocks 1 and 2 in Simandou, in the region of Kerouane. Iron ore shall be removed via Liberia, as indicated in the convention and, in the framework of the Transit Agreement concluded on 14 July 1973 between the Republic of Guinea and the Republic of Liberia, for which the Implementing Protocol was signed on 22 January 1983 between the People's Revolutionary Republic of Guinea and the Republic of Liberia. The terms and conditions of these economic cooperation agreements between the two Nation States were amended on 26 October 1989 during a meeting of the Guinea - Liberia International Committee held in Monrovia, and during meetings between the two respective Governments on 1 and 5 December 1989 in Paris and Washington.

In return for this advantage offered by the Political Authority and following a call for tenders between the mining companies able to receive Government aid in rapidly boosting the country's economy in this period, through incentives likely to have an impact on the national economy, notably in prefectures, our Company took the commitment to reconstruct the Conakry-Kankan railway line during the first phase and to extend the route as far as Kérouané during the second phase of the project, so as to ensure that this Trans-Guinea rail link was useful and met the wishes of the Guinean people so as to unlock the rural areas of the country, whilst contributing towards the creation of large economic hubs such as in Haute Guinea, notably Kankan, and with the creation of an inland port in this city so as to encourage Mali transit to pass through Guinea.

Such commitments as taken by our Company with the active support of BSGR from Guernsey, meant that we had to establish contacts so as to gain the funds necessary to make investments in respect of our contractual commitments which are set forth under the aforementioned Convention.

Following signature of a fundamental agreement with the Government of Guinea in December 2009, BSGR then initiated negotiations with various entities such as LIA (the Libyan Investment Authority), CHINALCO and BAOSTEEL, and it was finally the Brazilian firm VALE SA along with which we reached agreement for establishment of a joint venture enabling respect of the commitments taken in the Convention for both phases of the project as outlined under article 10. This Agreement led to our Company BSGR-GUINEA SARL becoming a subsidiary of two (2) companies which are acting in the framework of international economic cooperation as is common practice in business throughout the world, due to the very nature and existence of multinational enterprises. Hence the adoption of a new company name in **VALE-BSGR GUINEA SARL (VBG)**.

Mr, President, please allow me to reiterate that BSGR could, just as any other company, have raised funds on the stock markets or have joined forces with any of the aforementioned companies so as to develop this multibillion dollar project. However, we preferred to join forces with VALE, as it was the most competent and

appropriate of all companies expressing an interest in this project; collaboration would indeed allow us to plan initial production for late 2012, which would constitute the first exports of iron ore from the Republic of Guinea.

This joint venture, still referred to as a joint enterprise, was established by a transfer on 30 April 2010 of 51% of shares of BSGR-LTD from Guernsey to VALE INTERNATIONAL for a total of 2,500,000,000 USD, fully allocated to performance of the ZOGOTA projects and blocks 1 and 2 in Simandou of which the total cost is 2,542,000,000 USD, additionally constituting the total amount of capital of our Company through valuation of assets located in Guinea, as we are a Private Limited Company. BSGR, in reality, only received 500 million dollars which represents its direct counterparty in the investment capital, and would also be issued a loan by Vale with a rate of interest of 16% due to the risks incurred due to investing in this country. BSGR also invested 150,000,000 dollars in Zogota and blocks 1 & 2 in Simandou during the most difficult period, despite the risks this entailed. This proof is sufficiently irrefutable as it is legally justified, and shows that our Company is merely a victim of conspiracies orchestrated by people who do not wish for a mining project to be established in this country ahead of 2021.

The commitment of VALE INTERNATIONAL alongside our Company in a joint venture is strictly set forth under the terms and conditions of article 10 of the Agreement in light of the perspectives of the commitments taken for the second phase, which describe the actions of this phase and which *do not speculate in any way as to any mining exploitation permits* held over blocks 1 and 2. This can be verified in the Foundation Agreement by way of proof.

Nevertheless, our Company has fully complied with the provisions set forth under article 62 paragraphs 4 of the Mining Code which requires prior consent of the Guinean Government for any partial or total agreement concerning the rights and obligations of any mining permit of any nature whatsoever.

Having entered into this joint venture with VALE INTERNATIONAL, we conferred to the latter the project management of the railway line project, notably constructing the railway line between Conakry and Kankan with an extension as far as Kérouané so as to fulfil our obligations towards the Guinean Government for reconstruction of this rail link which we funded ourselves.

In conclusion, we would kindly request that you please take note of our clear desire to succeed in this project in your country, so as this project can finally enter into a new era under your mandate and regain the prosperity to which it has aspired for several decades.

Mr. President please accept our most sincere wishes.

ASHER AVIDAN

[Signature]

Chairman of BSGR Group

Cc/ Minister for Mining and Geology

State Minister for Transportation and Public Works

Prime minister

Minister for Mining

State Minister for Transportation